

l'intensité de la reprise qui s'est amorcée. La reprise est certaine, mais elle sera sans doute assez modérée du fait de l'incertitude que fait toujours peser la crise monétaire.

La conjoncture internationale ira en s'améliorant modérément aux Etats-Unis, en Allemagne, au Japon, de ce fait, la France bénéficiera de l'amélioration de la situation internationale. Ainsi, le taux d'expansion atteindra 5,5 % au cours du 2ème semestre 72 et du 1er semestre 73 ; il s'agit d'un taux en hausse par rapport aux prévisions faites l'an dernier (fin 71, les prévisions donnaient un taux de 4,8 à 5,2 % pour 72).

Plus particulièrement en Allemagne, notre principal client, malgré la légère reprise, le taux d'expansion s'annonce très modéré aussi bien de l'avis de l'OCDE (de 3,25 à 3,50 % du 1er au 2e semestre 72) que de celui du CNPF (revue du CNPF de juillet-août), notamment en matière de biens d'équipements.

Par ailleurs, en France, le taux d'investissement ne dépassera de toutes façons pas les prévisions du VIème Plan.

b) — *L'inflation.* La France est l'un des pays où l'indice des prix à la consommation est le plus élevé. Le taux d'augmentation des salaires reste également à un haut niveau (environ 11 % par an), c'est-à-dire qu'il est un peu plus élevé que chez nos voisins (Allemagne : 8 à 9 %). De ce fait, la compétitivité des entreprises françaises s'en trouve amoindrie (d'où l'effet négatif sur les exportations).

Au total donc, il y a reprise, mais certains problèmes subsistent. La conjoncture ira en s'améliorant par rapport à l'an dernier, et de ce seul point de vue, il ne faudra pas s'attendre à une augmentation du chômage (d'autant plus que des programmes de recrutement assez importants sont prévus ou mis en place pour les mois à venir).

Mais du fait que l'intensité de la reprise n'est pas très forte et du fait des mesures qui seront prises pour lutter contre l'inflation, il ne pourra y avoir résorption du chômage actuel. Enfin, les mesures que prendra Nixon après les élections américaines peuvent modifier dans le sens de la baisse la conjoncture actuelle, d'ici 6 à 8 mois. Cependant pour la France, un facteur joue dans le sens d'une nette détérioration à très court terme du marché du travail : l'arrivée massive des jeunes.

2) *L'arrivée massive des jeunes sur le marché du travail*
Comme tous les ans à cette époque, le volume des jeunes à la recherche d'un emploi se gonfle (principalement en septembre et octobre) et met 6 mois à se résorber, car l'économie n'est pas capable d'absorber instantanément un tel flux.

Ce facteur fera selon toute vraisemblance gonfler dans les mois à venir le volume des DNS, processus déjà commencé en juillet et août (voir tableau p.12). S'il ne faut pas s'attendre obligatoirement à une augmentation spectaculaire du chômage d'ici la fin de l'année, le couple conjoncture-disponibilité accrue de main-d'œuvre (due à l'arrivée des jeunes) ne permet pas de penser qu'il y aura amélioration de la situation de l'emploi.

Parallèlement, les ONS dépasseront assez sensiblement le niveau actuel, accentuant ainsi le déséquilibre demandes/offres. La bourgeoisie et son porte-paroles officiel, le Ministère du Travail, ne manqueront pas d'essayer de tirer parti de cette augmentation des offres en expliquant que s'il y a beaucoup de chômeurs, il y a aussi beaucoup d'emplois vacants, mais que malheureusement les deux ne se trouvent pas.

Une récente déclaration de Ceyrac (reproduite dans Rouge) va également dans ce sens.

Quant aux révolutionnaires, il leur suffira de démontrer qu'être chômeur parce qu'il n'y a pas d'emploi disponible ou parce qu'il y a des emplois disponibles dans d'autres qualifications ou à 1 000 km de là, c'est du pareil au même.

Enfin, il ne faudra pas se laisser abuser par la représentation statistique du chômage telle que nous la fourniront nos patrons et le gouvernement : l'arrivée massive des jeunes sur le marché du travail se traduira sans doute, seulement par une légère augmentation des demandes d'emplois non satisfaites pour les mois à venir : ceci parce que ce qui nous sera présenté sera une série statistique désaisonnalisée, permettant de supprimer les effets des afflux saisonniers.

La réalité politique n'est pas du tout la même, elle ne se réduit pas à des statistiques. Dans la période électorale qui s'annonce et où la bourgeoisie joue une partie serrée, une augmentation du chômage due à l'arrivée massive de jeunes produira nécessairement plus que des questions écrites et des escarmouches à l'Assemblée Nationale. Elle risque de se traduire sur le terrain par des tensions sociales que les révolutionnaires pourront exploiter dans des régions particulièrement défavorisées (par exemple, Nord et Est, régions où les secteurs industriels traditionnels sont en voie de restructuration ou de liquidation progressive).

On comprend pourquoi la bourgeoisie se soucie de camoufler au maximum cette situation qui n'apparaît pas particulièrement brillante. Pour Ceyrac, il s'agit de mettre l'accent sur le fait qu'il y a beaucoup d'offres disponibles. Pour Fontanet, il s'agira de rendre opératoires le plus rapidement possible les mesures prises contre les immigrés : limitation du nombre des entrées en liant l'entrée à l'existence d'un contrat de travail, d'une part. D'autre part, dans la mesure où les immigrés ne peuvent rester chômeurs sans être expulsés, ceux qui seront au chômage n'iront évidemment pas s'inscrire sur les listes.

Cette mesure est très importante car elle est un moyen immédiat de masquer le chômage de façon massive.

D'autres mesures sont prises :

— augmentation de l'allocation de salaire unique qui permet de jeter la poudre aux yeux dans le domaine social et qui incite les mères de 2 ou 3 enfants à rester à la maison parce que de telles charges familiales sur les bras ne les poussent pas à s'employer 48 h par semaine dans une usine du textile ou un grand magasin.

— nouvelle astuce statistique, c'est-à-dire refonte du coefficient de variation saisonnière, ce qui ne fera que la 3e fois en un an !

— possibilité pour les jeunes sans emploi de suivre un stage de FPA même s'ils n'ont pas les 6 mois de chômage minimum ; mais cela leur fait une belle jambe puisque de toute façon, ils devront attendre 1, 2 ou 3 ans avant de pouvoir suivre un quelconque stage dans bon nombre de qualifications !

Au total donc, la bourgeoisie prend aujourd'hui tout un arsenal de mesures pour masquer la réalité du chômage dans la perspective des élections.

Tous les militants doivent être capables d'en démontrer les mécanismes pour montrer de façon concrète l'importance actuelle du chômage, ses causes réelles et pour pouvoir expliquer nos revendications.

Yanneck
le 5 octobre 1972